



HAL
open science

LES PÉRILS DE L'IDÉOLOGIE : LA DROITE AMÉRICAINE ET LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Jean-Daniel Collomb

► **To cite this version:**

Jean-Daniel Collomb. LES PÉRILS DE L'IDÉOLOGIE : LA DROITE AMÉRICAINE ET LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE. Politique Américaine, 2018. hal-03182738

HAL Id: hal-03182738

<https://hal.science/hal-03182738>

Submitted on 8 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les périls de l'idéologie : la droite américaine et le dérèglement climatique

Jean-Daniel Collomb, Université Jean Moulin (Lyon 3)

Le climato-scepticisme¹ est aujourd'hui solidement ancré dans les rangs républicains et au sein des mouvements conservateur et libertarien qui le soutiennent. On a certes beaucoup insisté, et à bon droit, sur l'annonce du retrait américain de l'Accord de Paris par le président Donald Trump en juin 2017 et, dans une moindre mesure, sur sa décision de nommer à la tête de l'Environmental Protection Agency (EPA) Scott Pruitt, dont l'hostilité aux thèses du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) est pleinement assumée. Mais le climato-scepticisme et, plus généralement, une hostilité de principe à l'égard des régulations environnementales sont aujourd'hui des positions consensuelles au sein du parti républicain et des courants idéologiques qui le pourvoient en idées, en fonds et en militants. Si Donald Trump est coutumier des entorses à l'orthodoxie républicaine, que ce soit au sujet du libre-échange ou de l'attitude à adopter à l'égard de la Russie, force est de constater qu'il n'est pas en décalage avec la grande majorité de son parti sur les questions environnementales. Alors que les Républicains ont apporté de précieuses contributions à l'arsenal fédéral de protection de l'environnement à partir de l'ère progressiste², ils adoptent depuis la présidence de Ronald Reagan une attitude tantôt non-coopérative, tantôt ouvertement hostile, dès lors qu'il est question de mettre en œuvre des politiques de protection de l'environnement³.

Cette opposition résolue et quasi monolithique aux normes et régulations environnementales explique, au moins pour une part, les errements des États-Unis en matière de politique climatique. Afin de comprendre l'origine de ce phénomène, on évoque fréquemment l'influence de puissants bailleurs de fonds qui chercheraient à entraver la mise en place de politiques volontaristes sur le front du climat dans le but de protéger leurs intérêts économiques immédiats⁴. C'est pour cette raison que Charles et David Koch, dont l'immense

¹ Dans cet article, le climato-scepticisme renvoie à toutes les prises de position visant soit à nier la réalité du dérèglement climatique d'origine anthropique, soit à discréditer l'opportunité et la nécessité de prendre des mesures pour y faire face. La dimension hétéroclite du climato-scepticisme est abordée au début de la deuxième partie du présent article.

² On cite souvent, et à juste titre, le rôle pionnier joué par Theodore Roosevelt et Gifford Pinchot au début du 20^e siècle, mais il convient aussi de rappeler que c'est le Républicain Richard Nixon qui fonde l'EPA, qui est sans nul doute la plus importante agence fédérale de protection de l'environnement.

³ Judith A. Layzer, *Open for Business. Conservatives' Opposition to Environmental Regulation*, Cambridge, MIT, [2012], 2014, p. 83-133.

⁴ Naomi Oreskes, Erick M. Conway, *Merchants of Doubt. How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*, Londres, Bloomsbury, [2010], 2012.

fortune repose sur l'exploitation des hydrocarbures, sont devenus des figures honnies des militants environnementalistes⁵. Sans nier la pertinence de ce facteur, le présent article cherche à placer la controverse climatique dans le contexte de la polarisation idéologique grandissante de la vie politique américaine contemporaine. Il s'agira de démontrer que, dans une sphère politique dominée par de profondes fractures idéologiques et un refus quasi-systématique du compromis (pourtant nécessaire au bon fonctionnement des institutions fédérales), la plupart des élus républicains et de leurs soutiens abordent la question climatique, non pas en se souciant des faits tels que les climatologues les présentent, mais de manière profondément idéologique. L'article s'attachera à montrer que le contexte politique actuel a transformé la question climatique en un espace de confrontation idéologique où tout compromis serait vécu comme une inacceptable reddition pour le camp républicain.

Pour ce faire, l'article se concentre sur les diverses prises de position relatives au climat émanant de think tanks conservateurs et libertariens, tels l'Heritage Foundation, le Cato Institute ou encore le Competitive Enterprise Institute, et des intellectuels qui participent à leurs activités. Un rappel des origines de la polarisation actuelle et de l'influence des think tanks dans un contexte où l'idéologie joue un rôle central sera suivi d'une analyse détaillée de l'univers idéologique du climato-scepticisme américain qui repose sur une apologie intransigeante du marché libre, une critique systématique de l'État régulateur et une défense de la souveraineté nationale américaine. L'article se conclut par l'évocation des voix dissidentes au sein de la droite américaine. Leur marginalité, que leurs efforts de conciliation ne semblent pas entamer, permettra de souligner, là encore, le caractère profondément idéologique du climato-scepticisme américain.

Les think tanks libertariens et conservateurs à l'heure de la polarisation idéologique

La forte polarisation qui caractérise actuellement la vie politique américaine est un fait désormais solidement établi et documenté. Après une période propice à la coopération bipartisane au Congrès des années 1930 jusqu'aux années 1970, les relations entre les deux partis se sont considérablement tendues⁶, ce qui a conduit Ronald Brownstein à évoquer un

⁵ Jane Mayer, *Dark Money. The Hidden History of the Billionaires Behind the Rise of the Radical Right*, édition Kindle, New York, Doubleday, 2016.

⁶ Ronald Brownstein, *The Second Civil War. How Extreme Partisanship Has Paralyzed Washington and Polarized America*, New York, The Penguin Press, 2007, p. 58. Sean M. Theuriault, *Party Polarization in Congress*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 30.

affrontement « hyperpartisan » entre les deux partis de gouvernement⁷, au point que le centre a quasiment disparu du paysage politique américain⁸. Contrairement aux idées reçues, l'origine de cette polarisation ne semble pas devoir être attribuée au découpage arbitraire des circonscriptions électorales (*gerrymandering*)⁹ mais bien plutôt aux choix de résidence opérés par la population américaine qui a tendance à former de plus en plus de communautés politiquement homogènes dont les circonscriptions sont acquises à l'un ou l'autre des deux grands partis¹⁰. Une fois élus, nombre de sénateurs et de représentants ne sont pas incités à passer des compromis avec leurs adversaires politiques puisqu'ils rendent des comptes à un électorat qui refuse majoritairement de voter pour l'autre parti. Sean Theuriault cite également le nombre grandissant d'élus radicaux et opposés à la collaboration bipartisane qui, une fois au Congrès, choisissent des chefs de file eux-mêmes rétifs au compromis et enclins à privilégier des stratégies législatives non-coopératives¹¹. Il convient d'ajouter que même ceux qui récusent ou relativisent l'idée d'une polarisation idéologique grandissante de l'opinion publique ne nient pas son existence au sein de la classe politique¹².

Dans pareil contexte, l'idéologie remplit une fonction beaucoup plus grande que durant l'immédiat après-guerre. De fait, les partis démocrate et républicain sont devenus, à partir des années 1970, de plus en plus homogènes idéologiquement¹³. Alan Abramowitz constate par exemple une convergence grandissante entre affiliation partisane et idéologie¹⁴ et note que les électeurs « les plus engagés » sont à la fois ceux qui ont le plus d'influence sur l'issue des scrutins (parce qu'ils votent plus assidument que le reste de la population) et ceux qui accordent le plus d'importance à la cohérence idéologique de leur parti¹⁵. Autrement dit, les Américains qui votent le plus sont, pour des raisons idéologiques, de moins en moins favorables au compromis avec le parti adverse¹⁶, ce qui explique le net recul du nombre d'élus modérés au Congrès ces trente dernières années¹⁷.

⁷ Brownstein, *op. cit.*, p. 209.

⁸ Alan I. Abramowitz, *The Disappearing Center. Engaged Citizens, Polarization, and American Democracy*, New Haven, Yale University Press, 2010, p. 172.

⁹ *Ibid.*, p. 142-143.

¹⁰ Bill Bishop, *The Big Sort. Why the Clustering of Like-Minded America Is Tearing Us Apart*, Boston, Houghton Mifflin, 2008, p. 19-40. Abramowitz, *op. cit.*, p. 144-148. Theuriault, *op. cit.*, p. 55.

¹¹ *Ibid.*, p. 55.

¹² Morris P. Fiorina, Samuel J. Abrams, Jeremy C. Pope, *Culture War ? The Myth of a Polarized America*, Boston, Longman, [2005], 2011, p. 166-167.

¹³ Brownstein, *op. cit.*, p. 11. Abramowitz, *op. cit.*, p. 37.

¹⁴ *Ibid.*, p. 187-188.

¹⁵ *Ibid.*, p. 4.

¹⁶ Christopher Ellis, James A. Stimson, *Ideology in America*, New York, Cambridge University Press, 2012, p. 97.

¹⁷ Abramowitz, *op. cit.*, p. 13.

Les effets de cette polarisation idéologique se manifestent de manière évidente lorsque la classe politique aborde les questions environnementales, et tout particulièrement celle du dérèglement climatique. Dan Kahan affirme que les Américains ont tendance à utiliser deux stratégies différentes pour aborder les sujets scientifiques, l'une privilégiant l'acquisition des savoirs et l'autre consistant à préserver l'identité culturelle des personnes concernées. Dans le cas de la controverse climatique aux États-Unis, la science n'est pas séparée des controverses politiques et culturelles qui occupent la société américaine. De sorte que la controverse climatique devient une occasion pour les parties prenantes de se positionner idéologiquement plutôt que de se prononcer sur des faits avérés scientifiquement¹⁸. Les positions relatives au climat deviennent alors une manière d'affirmer une identité, et non de se prononcer au sujet de faits scientifiquement répertoriés¹⁹. Kahan ajoute que plus les sondés ont des connaissances scientifiques, plus il est probable qu'ils formuleront des réponses en conformité avec leur identité idéologico-culturelle. Ce paradoxe tient au fait que ces sondés sont ceux qui, de par leurs connaissances, sont le mieux à même de trouver des ruses rationnelles pour protéger les principes qui fondent leur identité au mépris des faits scientifiques²⁰.

Dans le système constitutionnel fédéral, qui offre de nombreuses possibilités d'obstruction, y compris pour le parti minoritaire²¹, une forte polarisation idéologique et partisane peut engendrer de puissants effets de paralysie (*gridlock*) qu'il est très difficile de surmonter, comme l'a constaté à ses dépens le président Obama après que son parti a perdu le contrôle de la Chambre des représentants en 2010. Francis Fukuyama a forgé le terme *vetocracy* afin de décrire la situation de blocage dans laquelle se trouve aujourd'hui les institutions fédérales. Après avoir noté l'influence délétère des groupes d'intérêt et de la judiciarisation grandissante des désaccords politiques²², il décrit la *vetocracy* comme le fruit de la rencontre entre la polarisation idéologique et le système madisonien de poids et contrepoids²³. Selon Fukuyama, la bureaucratie ne jouit pas d'une autonomie suffisante car elle est très souvent soumise aux aléas des décisions politiques et judiciaires²⁴. Jon Skjaereth *al.* imputent

¹⁸ Dan M. Kahan, « Climate-Science Communication and the *Measurement Problem* », *Advances in Political Psychology*, vol. 36, n°S1, février 2015, p. 2.

¹⁹ *Ibid.*, p. 18.

²⁰ *Ibid.*, p. 12.

²¹ Abramowitz, *op. cit.*, p. 160.

²² Francis Fukuyama, *Political Order and Political Decay*, Londres, Profile Books, [2014], 2015, p. 470- 471.

²³ *Ibid.*, p. 488-505.

²⁴ *Ibid.*, p. 471.

d'ailleurs aux institutions américaines une grande part de responsabilité dans le retard des États-Unis par rapport à l'Union Européenne en matière de politique climatique²⁵.

La situation de blocage législatif sur la question du climat est donc une excellente illustration de la paralysie du système politique fédéral. De toute évidence, il convient de rappeler que le climato-scepticisme américain n'est pas seulement de nature idéologique. Il est aussi le fruit d'une stratégie de défense d'intérêts économiques puissants et bien organisés. Peter J. Jacques *et al.* affirment que le mouvement a été lancé par des « institutions d'élite » à la suite du premier sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio en 1992 pour entraver un processus de régulation environnementale jugé menaçant pour la prospérité économique et la souveraineté nationale américaine²⁶. Naomi Oreskes et Erick Conway²⁷ et Chris Mooney²⁸ remontent encore plus loin, qui voient dans le climato-scepticisme américain l'une des multiples manifestations de la révolte de grandes entreprises contre l'essor des normes et régulations votées par le Congrès à partir des années 1960. Robert Brulle a souligné l'utilisation par de grands groupes privés de fondations philanthropiques dans le but de financer des campagnes hostiles à des politiques climatiques volontaristes²⁹. Jane Mayer a montré comment des milliardaires libertariens comme les frères Koch ou Richard Mellon Scaife « investissent dans l'idéologie » afin d'affaiblir les régulations environnementales et de mener une guerre idéologique contre l'État régulateur³⁰. Ce thème apparaît fréquemment dans la littérature environnementaliste militante³¹.

De fait, la question climatique semble mobiliser davantage la classe politique³² que l'opinion publique. En règle générale, la plupart des électeurs américains ont une vision idéologique beaucoup moins structurée et cohérente que les élites politiques et militantes qui les représentent³³ et une connaissance très limitée du débat public³⁴. Bien qu'il soit indéniable

²⁵ Jon Birger Skjaereth *et al.*, « Explaining Growing Climate Policy Differences Between the European Union and the United States », *Global Environmental Politics*, vol. 13, n°4, novembre 2013, p. 76-77.

²⁶ Peter J. Jacques *et al.*, « The Organization of Denial. Conservative Think Tanks and Environmental Skepticism », *Environmental Politics*, vol. 17, n°3, juin 2008, p. 349-385. Naomi Klein, *This Changes Everything. Capitalism v. the Climate*, Londres, Allen Lane, 2014, p. 15.

²⁷ Oreskes, *op. cit.*, p. 30-32.

²⁸ Chris Mooney, *The Republican War on Science*, New York, Basic Books, [2005], 2006, p. 169-215.

²⁹ Robert J. Brulle, « Institutionalizing Delay. Foundation Funding and the Creation of US Climate Change Counter-Movement Organizations », *Climatic Change*, vol. 122, n°4, 2014, p. 681-694.

³⁰ Mayer, *op. cit.*, empl. 7132.

³¹ Al Gore, *The Assault on Reason*, Londres, Bloomsbury, 2007, p.199. Klein, *op. cit.*, p. 15.

³² Morris Fiorina définit la classe politique comme l'ensemble formé par les élus, les militants, les responsables de groupes d'intérêt et les journalistes politiques. Fiorina, *op. cit.*, p. 16.

³³ Ellis, *op. cit.*, p. 117-122.

³⁴ James A. Stimson, *Tides of Consent. How Public Opinion Shapes American Politics*, New York, Cambridge University Press, [2004], 2009, p. 158.

que les sympathisants républicains ont beaucoup plus de chances d'exprimer des opinions climato-sceptiques que leurs homologues démocrates³⁵, le constat mérite d'être nuancé pour deux raisons. Tout d'abord, les enquêtes d'opinion révèlent que la confusion règne autour de la question climatique d'une extrémité à l'autre de l'échiquier politique³⁶. Ensuite, la grande majorité de l'opinion publique fait preuve d'un faible intérêt pour la question et de connaissances très limitées³⁷. En janvier 2017, la lutte contre le dérèglement climatique figurait par exemple à la dix-huitième place des priorités des Américains en matière de politique publique selon le Pew Research Center³⁸. Durant la campagne présidentielle de 2016, Donald Trump a affiché son soutien enthousiaste à l'industrie du charbon et obtenu des résultats très probants dans des États comme la Virginie occidentale et le Kentucky dont la prospérité dépend grandement de l'exploitation du charbon. Cependant, un rapport du Center for Climate Change Communication consacré aux positions des électeurs de Trump sur le climat a relativisé l'importance de ce sujet et suggère que leurs opinions sont loin d'être monolithiques³⁹.

Selon Paul Burstein, le degré d'influence de l'opinion sur le législateur croît à mesure que l'intérêt de la population pour une question grandit. En revanche, si le sujet ne retient pas l'attention d'une partie significative de l'opinion, les groupes d'intérêt jouissent d'une plus grande marge de manœuvre pour influencer sur le processus de prise de décision⁴⁰. D'où le rôle prépondérant des think tanks conservateurs et libertariens dans la controverse climatique. Apparus durant l'ère progressiste dans le but de donner un plus grand poids aux experts dans le débat public, les think tanks américains s'efforcent pendant plusieurs décennies de se placer au-

³⁵ Aaron M. McCright, Riley E. Dunlap, « The Politicization of Climate Change and Polarization in the American Public's View of Global Warming, 2001-2010 », *The Sociological Quarterly*, vol. 52, n°2, printemps 2011, p. 155-194.

³⁶ En 2015, l'institut Gallup soulignait la part disproportionnée des conservateurs parmi les climato-sceptiques américains tout en révélant des désaccords significatifs au sein du camp républicain puisque seulement 16% des Républicains modérés niaient le dérèglement et environ la moitié de tous les Républicains en attribuaient la cause aux activités humaines. De même, si le climato-scepticisme est minoritaire du côté démocrate, environ un tiers des Démocrates modérés prétendaient que les activités humaines ne prenaient aucune part dans le dérèglement. Gallup, « Conservative Republicans Alone on Global Warming's Timing », 22 avril 2015, consulté en mai 2017. Disponible en ligne : http://www.gallup.com/poll/182807/conservative-republicans-alone-global-warming-timing.aspx?g_source=CATEGORY_CLIMATE_CHANGE&g_medium=topic&g_campaign=tiles

³⁷ Sandra T. Marquart-Pyatt *et al.*, « Understanding Public Opinion on Climate Change. A Call for Research », *Environment*, vol. 53, n°4, p. 40. Rachael L. Scwhom *et al.*, « Public Opinion on Climate Change », *Climate Change and Society. Sociological Perspectives*, Riley E. Dunlap, Robert J. Brulle, dir., New York, Oxford University Press, 2015, p. 274-276.

³⁸ Pew Research Center, « Public's policy priorities for 2017 », 24 janvier 2017, consulté en mai 2017. Disponible en ligne : <http://www.people-press.org/2017/01/24/after-seismic-political-shift-modest-changes-in-publics-policy-agenda/1-17/>

³⁹ Anthony Leiserowitz *et al.*, *Trump Voters and Global Warming*, New Haven, Yale Program on Climate Change Communication, 2017.

⁴⁰ Paul Burstein, *American Public Opinion, Advocacy, and Policy in Congress. What the Public Wants and What It Gets*, New York, Cambridge University Press, 2014, p. 68-70.

dessus des querelles idéologiques et partisans⁴¹. Mais, à partir des années 1960 et 1970, les activités des think tanks prennent un tour plus militant et plus idéologiquement marqué. Ce phénomène est particulièrement frappant chez les think tanks conservateurs et libertariens dont l'objectif principal est de promouvoir un corps de doctrine⁴². D'après Jason Stahl, les think tanks conservateurs et libertariens choisissent de s'affirmer comme des entités idéologiques afin de remettre en cause l'hégémonie intellectuelle de la gauche américaine (*liberal consensus*)⁴³. Ils parviennent peu à peu à remplacer la suprématie de l'édifice technocratique de cette gauche par la notion de libre marché des idées selon laquelle chaque camp idéologique doit avoir un accès égal à la parole publique⁴⁴. S'il est indéniable que la forte idéologisation des think tanks a nui à leur crédibilité, elle révèle au grand jour le corps de doctrine du mouvement conservateur et du parti républicain contemporain.

C'est pour cette raison que les think tanks et leurs collaborateurs permettent mieux que tout autre entité de cerner les fondations idéologiques du mouvement climato-sceptique américain. Riley Dunlap et Aaron McCright ont d'ailleurs souligné leur place centrale au sein de ce mouvement⁴⁵. Le présent article se concentre principalement sur l'Heritage Foundation et le Cato Institute pour deux raisons. Tout d'abord, dans l'inventaire des think tanks que James McGann a dressé, il les désigne respectivement comme les plus influents des think tanks conservateurs et libertariens⁴⁶. Ces deux institutions produisent en outre une grande quantité de rapports, de communiqués et d'articles sur le dérèglement climatique. L'article tient aussi compte des publications du Competitive Enterprise Institute et du Center for Industrial Progress dirigé par Alex Epstein. La forte polarisation idéologique de la vie politique américaine, conjuguée à l'intérêt modéré de la majorité de l'opinion pour la question climatique et aux liens étroits qui unissent les think tanks conservateurs et libertariens au parti républicain, rend indispensable une étude approfondie de l'argumentaire climato-sceptique développé par ces institutions, à plus forte raison après l'élection de Donald Trump à la présidence.

⁴¹ Andrew Rich, *Think Tanks and Public Policy Advice in the United States. Academics, Advisers and Advocates*, New York, Routledge, 2007, p. 6.

⁴² *Ibid.*, p. 18. Donald E. Abelson, « It Seemed Like a Good Idea at the Time. Reflections on the Evolution of American Think Tanks », *Canadian Review of American Studies*, vol. 46, n°1, printemps 2016, p. 141.

⁴³ Jason Stahl, *Right Moves. The Conservative Think Tank in American Political Culture since 1945*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2016, p. 37.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 92.

⁴⁵ Riley E. Dunlap, Aaron M. McCright, « Challenging Climate Change. The Denial Countermovement », *Climate Change and Society: Sociological Perspectives*, Riley E. Dunlap, Robert J. Brulle, dir., New York, Oxford University Press, 2015, p. 304.

⁴⁶ James G. McGann, *Global Go To Think Tank Index Report*, n°12, 2017, p. 55-56.

L'univers idéologique du climato-scepticisme américain

La controverse climatique est un affrontement de nature politique bien plus que scientifique, comme en témoigne l'unanimité des institutions scientifiques américaines les plus prestigieuses autour des thèses du GIEC⁴⁷. La marginalité scientifique des climato-sceptiques les contraint à déployer des efforts incessants pour décrédibiliser les travaux des climatologues⁴⁸. Ils insistent notamment sur les biais idéologiques et politiques de ces institutions et de leurs membres, et soulignent l'intérêt que ces derniers ont à complaire aux autorités pour obtenir des crédits de recherche⁴⁹. Ces accusations conduisent les climato-sceptiques dans une situation quelque peu paradoxale puisqu'ils reprochent aux climatologues de politiser indûment la recherche scientifique tout en rappelant que la politique climatique des États-Unis doit demeurer un processus politique dans lequel les scientifiques ne peuvent être que de simples consultants⁵⁰.

Il convient de noter que le climato-scepticisme américain a évolué depuis les années 1990, au point que les adversaires du GIEC adoptent des positions diverses et parfois contradictoires. En effet, ceux qui, à l'image du président Trump durant la campagne de 2016 et du sénateur de l'Oklahoma James Inhofe, nient l'existence même du phénomène sont accompagnés par ceux qui admettent que les émissions de gaz à effet de serre par l'espèce humaine contribuent au réchauffement de la planète mais en relativisent grandement la portée⁵¹ et en soulignent même les aspects bénéfiques⁵². Les tenants de cette position ajoutent souvent que l'utilisation des énergies fossiles permettra d'enrichir les sociétés humaines et facilitera par conséquent l'adaptation à d'éventuels aléas climatiques⁵³. Reste que ce qui unifie les différents courants du climato-scepticisme américain, c'est l'hostilité aux régulations environnementales, à l'instauration d'une taxe carbone ou d'un mécanisme de crédits-carbones, aux subventions

⁴⁷ Parmi ces institutions, on peut citer, entre autres, la National Academy of Sciences, l'American Association for the Advancement of Science, ou encore la National Oceanic and Atmospheric Administration.

⁴⁸ George Avery, « Scientific Misconduct. The Manipulation of Evidence for Political Advocacy in Health Care and Climate Policy », Washington DC, Cato Institute, Briefing Paper, n°117, 8 février 2010, p. 2.

⁴⁹ David E. Wojick, Patrick J. Michaels, « Is the Government Buying Science or Support ? A Framework Analysis of Federal Funding-Induced Biases », Washington DC, Cato Institute, Cato Working Paper n°29, p. 33. Patrick J. Michaels, Paul C. Knappenberger, *Lukewarming. The New Climate Science That Changes Everything*, Washington DC, Cato Institute, 2016, p. 99-106.

⁵⁰ Cato Institute, *Cato Handbook for Policymakers*, 8^e édition, Washington DC, Cato Institute, 2017, p. 625.

David Kreutzer *et al.*, « The State of Climate Science. No Justification for Extreme Policies », Washington DC, The Heritage Foundation, Background Paper n°3119, 26 avril 2016, p. 1-2.

⁵¹ Michaels, *op. cit.*, p. 62.

⁵² *Ibid.*, p. 135-138. Cato Handbook, *op. cit.*, p. 629-631.

⁵³ Alex Epstein, *The Moral Case for Fossil Fuels*, New York, Portfolio/Penguin, 2014, p. 119-140.

aux énergies renouvelables et à la participation des États-Unis à un traité contraignant le pays à honorer des engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'argumentaire climato-sceptique repose en grande partie sur la défense du marché libre et le rejet concomitant de l'État régulateur. Jacob Hacker et Paul Pierson évoquent l'apparition dans les années 1970 d'un puissant mouvement de rejet au sein de la droite américaine à l'égard de l'économie mixte et du capitalisme régulé qui s'était imposé après 1945⁵⁴. Ce mouvement s'attaque frontalement à l'idée d'État régulateur qu'il entend remplacer par ce que David Harvey nomme « l'État néolibéral » dont l'objet principal est d'assurer le fonctionnement efficient des marchés grâce notamment à une protection accrue des contrats et des droits de la propriété et en limitant au maximum l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie⁵⁵.

La remise en question de l'État régulateur se manifeste à travers un réquisitoire constant contre les réglementations environnementales et contre l'idée d'une politique volontariste pour lutter contre le dérèglement climatique. Les experts de l'Heritage Foundation craignent par exemple que la bureaucratie fédérale prenne le pas sur le Congrès⁵⁶ et dénoncent régulièrement ce qu'ils conçoivent comme des abus de pouvoir de l'EPA avec la complicité de juges conciliants et d'un Congrès toujours prêt à déléguer la politique de régulation environnementale aux agences fédérales⁵⁷. Roger Pilon et Evan Turgeon du Cato Institute voient dans l'autonomie des agences fédérales à l'égard des élus le symptôme d'un virus qui contamine et dévoie le droit constitutionnel depuis l'ère progressiste et dont les effets se sont considérablement aggravés depuis le New Deal⁵⁸. Ces prises de position ne sont au fond rien moins qu'une remise en cause radicale de l'État moderne, impersonnel et bureaucratisé, que Max Weber a décrit comme le destin inévitable des économies industrialisées⁵⁹. Dès lors, l'objectif majeur de ces think tanks est de placer les agences fédérales sous la tutelle renforcée du législateur en exigeant par exemple que chaque nouvelle régulation soit approuvée par le Congrès⁶⁰.

⁵⁴ Jacob S. Hacker, Paul Pierson, *American Amnesia. How the War on Government Led Us to Forget What Made America Prosper*, édition Kindle, New York, Simon and Schuster, 2016, chapitres 5-6.

⁵⁵ David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, [2005], 2007, p. 64.

⁵⁶ Heritage Foundation, *Blueprint for Reform. A Comprehensive Policy Agenda for a New Administration in 2017*, Washington DC, The Heritage Foundation, Mandate for Leadership Series, 2016, p. 23.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 95.

⁵⁸ Roger Pilon, Evan Turgeon, « The Executive State Tackles Global Warming », *Climate Coup: Global Warming's Invasion of our Government and our Lives*, Patrick J. Michaels, dir., Washington DC, Cato Institute, 2011, p. 15-21.

⁵⁹ Max Weber, *Économie et société : les catégories de la sociologie*, Julien Freund, trad., Paris, Plon, [1922], 1995, p. 291-300.

⁶⁰ Diane Katz, « An Environmental Policy Primer for the Next President », Washington DC, Heritage Foundation, Backgrounder n°3079, 14 décembre 2015, p. 8.

Les think tanks conservateurs et libertariens sont hostiles à l'idée même d'une politique fédérale de l'énergie au motif que les élus et les agents fédéraux ne sauraient en aucun cas se substituer avantageusement à la main invisible du marché⁶¹. Selon ce raisonnement, aucune institution ne sera jamais en mesure de disposer des informations nécessaires pour orienter efficacement un marché aussi complexe que celui de l'énergie. Ces think tanks s'accordent pour promettre des résultats optimaux en cas de dérégulation massive du marché de l'énergie⁶². D'où leur rejet des subventions ou crédits d'impôts au bénéfice des énergies renouvelables⁶³ et leur refus d'imposer des normes environnementales contraignantes⁶⁴. Ils recommandent par ailleurs aux élus de faciliter l'accès des intérêts privés aux hydrocarbures contenus sur le domaine public⁶⁵ tout en militant contre la régulation de la fracturation hydraulique et de l'exploitation du pétrole bitumineux⁶⁶.

On comprend dès lors beaucoup mieux l'importance que les experts conservateurs et libertariens accordent aux répercussions putatives de l'arrêt *Massachusetts v. EPA* rendu par la Cour suprême en 2007. Douze États avaient alors obtenu de la Cour qu'elle enjoigne l'EPA de l'administration de George W. Bush de réguler les émissions de CO₂ comme des substances polluantes en vertu du Clean Air Act. Cette décision a été vécue dans le monde des think tanks conservateurs et libertariens comme l'ouverture inconsidérée d'une funeste boîte de Pandore donnant un blanc-seing à l'EPA pour intervenir dans une multitude de domaines. L'Heritage Foundation milite depuis 2007 pour que le Congrès retire à l'EPA le droit de réguler les émissions de CO₂⁶⁷. Ce que ces experts ne précisent jamais néanmoins, c'est que l'EPA, qu'ils présentent volontiers comme une agence extrêmement puissante, ne dispose en fait ni des ressources financières ni des moyens humains pour mener à bien l'intégralité de ses missions⁶⁸ et que son action dépend grandement de l'issue des très nombreux litiges auxquels elle doit faire face en permanence⁶⁹.

⁶¹ Heritage Foundation, *Reform, op. cit.*, p. 51.

⁶² Nicolas D. Loris, « Energy Policy Agenda for the Next Administration and Congress », Washington DC, Heritage Foundation, Backgrounder, n°3048, 10 septembre 2015, p. 2.

⁶³ *Ibid.*, p. 5.

⁶⁴ The Heritage Foundation, *Blueprint for a New Administration. Priorities for the President*, Washington DC, Heritage Foundation, Mandate for Leadership Series, 2016, p. 17.

⁶⁵ Competitive Enterprise Institute, *Energy and Environment. Free to Prosper. A Pro-Growth Agenda for the 115th Congress*, Washington DC, Competitive Enterprise Institute, 2016, p. 97-101.

⁶⁶ Kevin D. Dayaratna, David W. Kreutzer, Nicolas D. Loris, « Time to Unlock America's Vast Oil and Gas Resources », Washington DC, Heritage Foundation, Backgrounder n°3148, 1 septembre 2016, p. 6-8.

⁶⁷ Heritage Foundation, *Reform, op. cit.*, p. 23.

⁶⁸ Walter A. Rosenbaum, *Environmental Politics and Policy*, 9^e édition, Los Angeles, Sage/CQ Press, 2014, p. 103-106.

⁶⁹ Richard N.L. Andrews, « The Environmental Protection Agency », *Environmental Policy. New Directions for the 21st Century*, 9^e édition, Norman J. Vig, Michael E. Kraft, dir., Los Angeles, Sage, 2016, p. 156.

Les experts conservateurs et libertariens s'opposent formellement à l'instauration d'une taxe carbone ainsi qu'au recours au coût social du carbone. Ce type de taxation consiste à mettre les mécanismes du marché au service de la lutte contre le dérèglement climatique. En vertu de cette démarche, le vrai coût de la production d'énergie doit intégrer les externalités négatives qu'elle induit, en l'occurrence le coût économique du dérèglement. Une fois le prix réel établi, les acteurs économiques auront plus de chances de se tourner vers les énergies renouvelables. Les think tanks conservateurs et libertariens sont presque unanimement hostiles à cette démarche qu'ils jugent opaques et facilement manipulables par les agences fédérales et à laquelle ils reprochent de ne pas suffisamment tenir compte du coût économique des régulations⁷⁰. Nicolas D. Loris de l'Heritage Foundation est par exemple convaincu que l'État fédéral aura inéluctablement tendance à exagérer les bénéfices d'une taxe carbone⁷¹. On mesure ici la réticence des experts libertariens et conservateurs à l'encontre de l'idée même d'externalités négatives environnementales. Depuis les années 1980, ils utilisent les analyses coûts-bénéfices afin de discréditer l'arsenal fédéral de protection de l'environnement⁷².

L'argumentaire libertarien et conservateur se présente aussi comme une défense de la société d'abondance. Selon Nadivah Greenberg, les conservateurs contemporains se sont désintéressés de l'importance que leurs prédécesseurs accordaient à la frugalité et à la retenue pour les remplacer par un éloge sans nuance de la consommation et de la prospérité matérielle⁷³. Les régulations environnementales sont dès lors présentées comme une menace pour la prospérité économique du pays⁷⁴. Le Competitive Enterprise Institute met par exemple en garde contre les dangers du Clean Power Plan de Barack Obama parce qu'il nuira au pouvoir d'achat des ménages américains⁷⁵. De manière générale, les conservateurs et les libertariens se targuent de préserver l'autonomie du citoyen/consommateur face à une gauche et un parti démocrate qui voudraient redéfinir de manière autoritaire les modes de vie⁷⁶. Ces mises en garde s'accompagnent d'une tentative de réhabilitation des énergies fossiles dépeintes comme la clé de voûte du bien-être des Américains, dont *The Moral Case for Fossil Fuels* d'Alex Epstein, fondateur du Center for Industrial Progress, n'est que l'itération la plus habile⁷⁷. La prospérité

⁷⁰ Competitive Enterprise Institute, *op. cit.*, p. 79-80.

⁷¹ Nicolas D. Loris, « Four Big Problems with the Obama Administration's Climate Change Regulations », Washington DC, Heritage Foundation, Issue Brief n°4454, 14 août 2015, p. 2-3.

⁷² Layzer, *op. cit.*, p. 98-100.

⁷³ Nadivah Greenberg, « Shop Right. American Conservatism, Consumption, and the Environment », *Global Environmental Politics*, vol. 6, n°2, mai 2006, p. 85-111.

⁷⁴ Rael Jean Isaac, *Roosters of the Apocalypse*, Chicago, The Heartland Institute, 2012, p. 26.

⁷⁵ Competitive Enterprise Institute, *op. cit.*, p. 70.

⁷⁶ Heritage Foundation, *Reform, op.cit.*, p. 95.

⁷⁷ Epstein, *op. cit.*, p. 136.

économique est désignée de surcroît comme le plus sûr moyen pour les communautés humaines de se prémunir contre les aléas climatiques et environnementaux⁷⁸. Robert Antonio et Robert Brulle affirment que l'importance que la population américaine, y compris les progressistes et les démocrates, accorde à la croissance économique, permet aux climato-sceptiques de mieux se faire entendre⁷⁹.

Peter J. Jacques a tenté de remonter encore plus loin pour faire apparaître les racines idéologiques du climato-scepticisme. Selon lui, le dérèglement climatique fait planer une menace ontologique sur la modernité occidentale car le diagnostic des climatologues implique une critique radicale de la puissance industrielle occidentale, de la modernité occidentale et de l'idéal occidental du progrès⁸⁰. Jacques fait allusion à l'héritage de la révolution scientifique du 17^e siècle, incarnée par René Descartes et Francis Bacon, qui a donné naissance au projet moderne de maîtrise humaine de la nature par le biais des sciences et de leurs applications techniques⁸¹. On retrouve d'ailleurs une défense enthousiaste de cet héritage dans la littérature libertarienne. Ainsi, dans *The Rational Optimist*, Matt Ridley présente les environnementalistes comme des « réactionnaires » technophobes⁸², obsédés par un principe de précaution qu'il juge aussi contre-productif que dangereux⁸³. Face à d'éventuelles pénuries énergétiques, les auteurs libertariens convoquent systématiquement l'esprit baconien de la révolution scientifique, s'en remettant aux potentialités infinies de l'ingéniosité humaine⁸⁴.

Ce tableau de l'argumentaire climato-sceptique serait incomplet s'il n'incluait pas la méfiance de ses partisans à l'égard du multilatéralisme climatique. Les think tanks redoutent en effet que les États-Unis s'engagent dans des processus internationaux qui obligeraient les acteurs économiques à se soumettre à des contraintes visant à lutter contre le dérèglement climatique. Le refus bipartisan de la part du Sénat de ratifier le protocole de Kyoto⁸⁵, qui a longtemps nui à la réputation américaine sur la scène internationale, avait été une victoire majeure pour les climato-sceptiques. Il n'est donc guère surprenant que l'Accord de Paris sur

⁷⁸*Ibid.*, p. 119-140. Ronald Bailey, *The End of Doom. Environmental Renewal in the 21st Century*, New York, Thomas Dunne Books/Saint Martin's Press, 2015, p. 200

⁷⁹ Robert J. Antonio, Robert J. Brulle, « The Unbearable Lightness of Politics. Climate Change Denial and Political Polarization », *The Sociological Quarterly*, vol. 52, n°2, printemps 2011, p. 199-200.

⁸⁰ Peter J. Jacques, « A General Theory of Climate Denial », *Global Environmental Politics*, vol. 12, n°2, mai 2012, p. 11.

⁸¹ J. Baird. Callicott, « La Nature Est Morte, Vive la Nature ! », *The Hastings Center Report*, n°22, 1992, p. 73-90.

⁸² Matt Ridley, *The Rational Optimist*, Londres, Fourth Estate, [2010], 2011, p. 10.

⁸³*Ibid.*, p. 28.

⁸⁴*Ibid.*, p. 346. Bailey, *op. cit.*, p. 59. Epstein, *op. cit.*, p. 18.

⁸⁵ Eric Pooley, *The Climate War. True Believers, Power Brokers, and the Fight to Save the Earth*, New York, Hyperion, 2010, p. 89-91.

le climat signé par Barack Obama ait soulevé de vives protestations dans les rangs conservateurs et libertariens. Patrick J. Michaels l'a décrit comme un accord sans intérêt, impossible à appliquer et dont le seul effet tangible sera l'affaiblissement de la compétitivité économique des États-Unis et des pays européens vis-à-vis des émergents⁸⁶. À l'image des autres experts, Michaels semble hanté par la perspective que les États-Unis se fassent berner par la Chine et l'Inde, qu'il présente comme des partenaires non fiables, ce qui explique notamment son hostilité à la contribution américaine au Fonds vert pour le climat⁸⁷.

Voix dissidentes

Bien que le climato-scepticisme sous ses diverses formes soit très majoritaire au sein du parti républicain et des mouvements qui le soutiennent, il arrive que sa suprématie soit remise en cause, quoique jamais encore de manière décisive. Les voix dissidentes se font notamment entendre dans le monde de l'entreprise dont de nombreux acteurs tiennent un discours beaucoup plus nuancé que celui déployé par les think tanks conservateurs et libertariens. Ce décalage est d'autant plus remarquable que ces think tanks et le parti républicain affirment se mobiliser au nom et en faveur des entreprises américaines. Sheldon Kamieniecki a démontré que, contrairement aux idées reçues, les réactions des grandes entreprises américaines aux régulations environnementales étaient loin d'être uniformément hostiles. Il décrit ces réactions comme étant multiples et contradictoires. Il ajoute que la passivité est souvent la règle et qu'il arrive même à des entreprises de militer en faveur de régulations plus contraignantes⁸⁸. Sur le front climatique, on peut noter la création en 2007 de la US Climate Action Partnership par des grandes entreprises et des organisations environnementalistes pour sensibiliser l'opinion et les décideurs aux risques posés par le dérèglement climatique⁸⁹. D'autre part, plusieurs entreprises américaines de premier plan, comme Google, Microsoft, Unilever et même Exxon (qui a énormément investi dans le gaz naturel), ont condamné l'annonce du retrait américain de l'Accord de Paris en juin 2017⁹⁰. Même si certains militants affichent leur scepticisme au sujet de la sincérité de ces entreprises⁹¹, il n'en reste pas moins que le dérèglement climatique pourrait devenir un sujet de discordance entre le parti républicain et une proportion non négligeable de ses bailleurs de fonds.

⁸⁶ Michaels, *op. cit.*, p. 18.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 69-71.

⁸⁸ Sheldon Kamieniecki, *Corporate America and Environmental Policy. How Often Does Business Get Its Way ?*, édition Kindle, Stanford, Stanford University Press, 2006, empl. 1304.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 164-167.

⁹⁰ Jena McGregor, « 'Climate change is real'. CEOs share their disappointment over Trump's Paris Accord exit », *The Washington Post*, 1 juin 2017.

⁹¹ Klein, *op. cit.*, p. 252.

À l'intérieur même du parti républicain, plusieurs personnalités de premier plan se sont efforcées de se dissocier du climato-scepticisme militant de leur parti. Durant les années 2000, le sénateur de l'Arizona John McCain a tenté, à plusieurs reprises mais sans succès, d'obtenir l'adoption d'un système de marché du carbone (*cap and trade*)⁹². En 2007, Newt Gingrich, pourtant connu comme l'un des chevilles ouvrières de la radicalisation du parti républicain dans les années 1990, signe un ouvrage préconisant une prise en compte du défi climatique par son camp idéologique, et rejoint Nancy Pelosi au sein de l'Alliance for Climate Protection. À l'époque où il est gouverneur du Massachusetts, Mitt Romney participe activement à l'élaboration d'un accord régional, baptisé ReGGie (Regional Greenhouse Gas Initiative), dont l'objet est de créer un marché des droits à polluer afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre en Nouvelle Angleterre. Toutefois, chacune de ces initiatives se distingue surtout par son inefficacité. Lorsque John McCain obtient l'investiture républicaine en 2008, il ne met pas le thème du climat en avant. Quatre ans plus tard, Gingrich reniera discrètement sa profession de foi environnementaliste pour ne pas obérer ses chances dans la course à l'investiture républicaine⁹³. Enfin, dans l'ouvrage qu'il écrit en vue de la campagne présidentielle de 2012, Romney ne nie pas la réalité du dérèglement climatique d'origine anthropique mais il récuse l'idée d'un marché du carbone ou d'une taxe carbone⁹⁴. Ces trois exemples sont autant d'illustrations de l'emprise climato-sceptique sur le parti républicain.

D'autres acteurs ont adopté une stratégie d'influence semblable à celle des think tanks conservateurs et libertariens, à l'image du Niskanen Center qui se revendique de la pensée libertarienne tout en prônant l'instauration d'une taxe carbone. De même, l'ancien représentant républicain de Caroline du Sud Bob Inglis prêche inlassablement en faveur de solutions faisant appel aux mécanismes du marché afin de ne pas rebuter les conservateurs et de surmonter leurs préventions idéologiques à l'égard des régulations environnementales. Sa démarche a été appuyée, un mois après l'élection de Donald Trump, par l'ancien Secrétaire d'État James Baker qui a publié, en collaboration notamment avec Henry Paulson et George Schultz, un bref plaidoyer en faveur de l'instauration d'une taxe carbone. Ce document, intitulé « The Conservative Case for Carbon Dividends » et publié sous l'égide du Climate Leadership Council, propose que les émissions de gaz à effet de serre fassent l'objet d'une taxation que les pouvoirs publics feraient augmenter au fil du temps et dont les recettes seraient versées directement aux citoyens américains. Baker et ses collaborateurs précisent que, en contrepartie,

⁹² Pooley, *op. cit.*, p. 98-101.

⁹³ Kate Sheppard, « Newt Dumps Christian Climate Scientist », *Mother Jones*, 6 janvier 2012.

⁹⁴ Mitt Romney, *No Apology. Believe in America*, New York, Saint Martin's Griffin, 2010, p. 243.

les autres régulations afférentes aux émissions seraient abandonnées et que les entreprises américaines bénéficieraient d'une protection douanière vis-à-vis des pays qui refuseraient de s'astreindre à la même discipline que les États-Unis⁹⁵. Là encore, l'influence de toutes ces initiatives semble ténue. L'engagement de Bob Inglis en faveur d'une taxe carbone a par exemple contribué à lui faire perdre son investiture lors de la primaire républicaine de 2010⁹⁶. Quant à l'appel de James Baker, il a été suivi quatre mois plus tard par l'annonce de la fin de la participation américaine à l'Accord de Paris.

Il convient de noter que le parti républicain pourrait tout de même accepter l'intervention de l'État pour lutter contre le dérèglement climatique sans pour autant mettre à mal son attachement idéologique aux principes de l'économie classique. En effet, la pensée des grandes figures contemporaines du libéralisme classique, qui exerce aujourd'hui une très forte influence sur le parti républicain, n'exclut pas nécessairement l'opportunité de l'action publique en matière climatique, même si elle est loin d'aller de soi. Dans *La route de la servitude*, Friedrich Hayek évoque des problèmes particuliers dans lesquels le marché seul ne détient pas la solution. Il cite notamment la déforestation et les effets indésirés de l'agriculture industrielle. Il concède qu'il peut alors être légitime de réguler par la loi les activités économiques, à la condition que l'impuissance des mécanismes du marché ait été clairement démontrée⁹⁷. Milton Friedman n'exclut pas non plus le bienfondé de la régulation étatique lorsque des externalités négatives que des acteurs individuels infligent à autrui ne sauraient être remédiés par le biais du marché libre. Friedman considère ces occurrences comme des situations délicates qu'il faut traiter au cas par cas en évaluant prudemment les coûts et les bénéfices des régulations éventuelles⁹⁸. Des régulations des émissions de gaz à effet de serre ne sont donc pas inenvisageables dans une configuration respectueuse des principes de l'économie classique, même si le périmètre d'action que Hayek et Friedman concèdent à l'État demeure extrêmement étroit.

Paul Hawken et Amory et Hunter Lovins ont examiné en profondeur l'apport potentiel des recours aux mécanismes du marché pour faire face à l'urgence climatique. Après avoir signifié leur absence d'hostilité à l'égard de l'économie de marché, les auteurs affirment que les forces du marché sont à même de soutenir des sources d'énergie propices à la lutte contre le

⁹⁵ James A. Baker III *et al.*, « The Conservative Case for Carbon Dividends », Climate Leadership Council, février 2017, p. 1-2.

⁹⁶ Mayer, *op. cit.*, empl. 5205.

⁹⁷ Friedrich Hayek, *The Road to Serfdom*, Routledge, The University of Chicago Press, [1944], 2007, p. 87.

⁹⁸ Milton Friedman, *Capitalism and Freedom*, Chicago, The University of Chicago Press, [1962], 2002, p. 32.

dérèglement climatique dès lors que les prix sur le marché de l'énergie rendront compte du coût total et effectif de chaque source d'énergie (d'où l'impérieuse nécessité d'un coût social du carbone reconnu par tous les acteurs économiques). Hawken et les Lovins plaident donc pour une prise en compte de toutes les externalités de la production d'énergie, grâce à l'intervention de l'État. Une fois que ce prix réel sera facilement identifiable par tous, affirment-ils, les acteurs économiques privilégieront des sources d'énergie plus favorables à la réduction des émissions⁹⁹. À de rares exceptions¹⁰⁰, l'opposition profonde à la notion de coût social du carbone parmi les experts conservateurs et libertariens ne laisse que peu d'espoir aux partisans républicains d'une réorientation de leur parti en matière climatique.

Conclusion

Tout en reconnaissant l'existence et la pertinence d'autres facteurs, cet article souligne la fonction remplie par l'idéologie dans l'opposition presque unanime du parti républicain et des mouvements qui le soutiennent à la mise en place de politiques volontaristes pour lutter contre le dérèglement climatique. Dans un contexte politique caractérisé par une forte polarisation idéologique, cette opposition semble être devenue un principe que les élus républicains ne remettent en cause qu'à leurs risques et périls. Les think tanks conservateurs et libertariens, qui alimentent le parti républicain en idées et en propositions programmatiques depuis plusieurs décennies, ont élaboré un argumentaire très développé afin de justifier le rejet républicain de mesures telles que la taxation du carbone. Fondé sur la critique libertarienne de l'État régulateur, sur la défense de la prospérité matérielle et du modèle de développement occidental moderne et sur le souci de la souveraineté nationale, cet argumentaire pèse pour l'instant d'un poids décisif face à la minorité de dissidents qui osent se démarquer. L'accession de Donald Trump à la présidence annonce donc une remise en cause significative de l'élan impulsé par le président Obama lors de son second mandat.

Bibliographie

Abelson, Donald E., « It Seemed Like a Good Idea at the Time : Reflections on the Evolution of American Think Tanks », *Canadian Review of American Studies*, vol. 46, n°1, printemps 2016, p. 139-157.

Abramowitz, Alan I., *The Disappearing Center : Engaged Citizens, Polarization, and American Democracy*, New Haven, Yale University Press, 2010.

⁹⁹ Paul Hawken, Amory Lovins, L. Hunter Lovins, *Natural Capitalism. Creating the Next Industrial Revolution*, Boston, Little, Brown & Company, [1999], 2000, p. 234-259.

¹⁰⁰ Bailey, *op. cit.*, p. 208-210.

Andrews, Richard N.L., « The Environmental Protection Agency », p. 151-170, in *Environmental Policy: New Directions for the 21st Century*, Norman J. Vig, Michael E. Kraft, dir., 9^e édition, Los Angeles, Sage, 2016.

Antonio, Robert J., Robert J. Brulle, « The Unbearable Lightness of Politics : Climate Change Denial and Political Polarization », *The Sociological Quarterly*, vol. 52, n°2, printemps 2011, p. 195-202.

Avery, George, « Scientific Misconduct : The Manipulation of Evidence for Political Advocacy in Health Care and Climate Policy », Washington DC, Cato Institute, Briefing Paper, n°117, 8 février 2010. Disponible en ligne : <https://www.cato.org/publications/briefing-paper/scientific-misconduct-manipulation-evidence-political-advocacy-health-care-climate-policy>. Page consultée le 7 juillet 2017.

Bailey, Ronald, *The End of Doom : Environmental Renewal in the 21st Century*, New York, Thomas Dunne Books/Saint Martin's Press, 2015.

Baker III, James A, Henry M. Paulson Jr., George P. Schultz, Thomas Stephenson, Rob Walton, « The Conservative Case for Carbon Dividends », Climate Leadership Council, février 2017. Disponible en ligne : <https://www.clcouncil.org/wp-content/uploads/2017/02/TheConservativeCaseforCarbonDividends.pdf>. Page consultée le 7 juillet 2017.

Bishop, Bill, *The Big Sort: Why the Clustering of Like-Minded America Is Tearing Us Apart*, Boston, Houghton Mifflin, 2008.

Brownstein, Ronald, *The Second Civil War : How Extreme Partisanship Has Paralyzed Washington and Polarized America*, New York, The Penguin Press, 2007.

Brulle, Robert J., « Institutionalizing Delay : Foundation Funding and the Creation of US Climate Change Counter-Movement Organizations », *Climatic Change*, vol. 122, n°4, 2014, p. 681-694.

Burstein, Paul, *American Public Opinion, Advocacy, and Policy in Congress: What the Public Wants and What It Gets*, New York, Cambridge University Press, 2014.

Callicott, J. Baird, « La Nature Est Morte, Vive la Nature ! », *The Hastings Center Report*, n°22, 1992, p.73-90.

Cato Institute, *Cato Handbook for Policymakers*, 8^e édition, Washington DC, Cato Institute, 2017. Disponible en ligne : <https://www.cato.org/cato-handbook-policymakers/cato-handbook-policy-makers-8th-edition-2017>. Page consultée le 7 juillet 2017.

Competitive Enterprise Institute, *Energy and Environment : Free to Prosper : A Pro-Growth Agenda for the 115th Congress*, Washington DC, Competitive Enterprise Institute, 2016. Disponible en ligne : <https://cei.org/agendaforcongress-2017>. Page consultée le 7 juillet 2017.

Dayaratna, Kevin D., David W. Kreutzer, Nicolas D. Loris, « Time to Unlock America's Vast Oil and Gas Resources », Washington DC, Heritage Foundation, Backgrounder n°3148, 1 septembre 2016. Disponible en ligne : <http://www.heritage.org/environment/report/time-unlock-americas-vast-oil-and-gas-resources>. Page consultée le 7 juillet 2017.

DunlapRiley E., Aaron M. McCright, « Challenging Climate Change : The Denial Countermovement », p. 300-332, in Riley E. Dunlap et Robert J. Brulle (dir.), *Climate Change and Society : Sociological Perspectives*, New York, Oxford University Press, 2015.

Ellis, Christopher, James A. Stimson, *Ideology in America*, New York, Cambridge University Press, 2012.

Epstein, Alex. *The Moral Case for Fossil Fuels*, New York, Portfolio/Penguin, 2014.

Fiorina, Morris P., Samuel J. Abrams, Jeremy C. Pope, *Culture War? The Myth of a Polarized America*, Boston, Longman, [2005], 2011.

Friedman, Milton, *Capitalism and Freedom*, Chicago, The University of Chicago Press, [1962], 2002.

Fukuyama, Francis, *Political Order and Political Decay*, Londres, Profile Books, [2014], 2015.

Gallup, « Conservative Republicans Alone on Global Warming's Timing », 22 avril 2015. Disponible en ligne : http://www.gallup.com/poll/182807/conservative-republicans-alone-global-warming-timing.aspx?g_source=CATEGORY_CLIMATE_CHANGE&g_medium=topic&g_campaign=tiles. Page consultée le 7 juillet 2017

Gingrich, Newt, Terry L. Maple, *A Contract with the Earth*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2007.

Gore, Al, *The Assault on Reason*, Londres, Bloomsbury, 2007.

Greenberg, Nadivah, « Shop Right : American Conservatism, Consumption, and the Environment », *Global Environmental Politics*, vol. 6, n°2, mai 2006, p. 85-111.

Hacker Jacob S., Paul Pierson, *American Amnesia : How the War on Government Led Us to Forget What Made America Prosper*, édition Kindle, New York, Simon and Schuster, 2016.

Harvey, David, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, [2005], 2007.

Hawken, Paul, Amory Lovins, L. Hunter Lovins, *Natural Capitalism : Creating the Next Industrial Revolution*, Boston, Little, Brown & Company, [1999], 2000.

Hayek, Friedrich, *The Road to Serfdom*, Routledge, The University of Chicago Press, [1944], 2007.

Heritage Foundation, *Blueprint for Reform : A Comprehensive Policy Agenda for a New Administration in 2017*, Washington DC, Heritage Foundation, Mandate for Leadership Series, 2016. Disponible en ligne : <http://www.heritage.org/budget-and-spending/report/blueprint-reform-comprehensive-policy-agenda-new-administration-2017>. Page consultée le 7 juillet 2017.

Heritage Foundation, *Blueprint for a New Administration : Priorities for the President*, Washington DC, Heritage Foundation, Mandate for Leadership Series, 2016. Disponible en ligne : <http://www.heritage.org/conservatism/report/blueprint-new-administration-priorities-the-president>. Page consultée le 7 juillet 2017.

Isaac, Rael Jean, *Roosters of the Apocalypse*, Chicago, The Heartland Institute, 2012.

Jacques, Peter J., « A General Theory of Climate Denial », *Global Environmental Politics*, vol. 12, n°2, mai 2012, p. 9-17.

Jacques, Peter J., Riley E. Dunlap, Mark Freeman, « The Organization of Denial : Conservative Think Tanks and Environmental Skepticism », *Environmental Politics*, vol. 17, n° 3, juin 2008, p. 349-385.

Kahan, Dan M., « Climate-Science Communication and the Measurement Problem », *Advances in Political Psychology*, vol. 36, n°S1, février 2015, p. 1-43.

Kamieniecki, Sheldon, *Corporate America and Environmental Policy : How Often Does Business Get Its Way ?*, Stanford, Stanford University Press, 2006.

Katz, Diane, « An Environmental Policy Primer for the Next President », Washington DC, The Heritage Foundation, Backgrounder n°3079, 14 décembre 2015. Disponible en ligne :<http://www.heritage.org/environment/report/environmental-policy-primer-the-next-president>. Page consultée le 7 juillet 2017.

Klein, Naomi, *This Changes Everything: Capitalism v. the Climate*, Londres, Allen Lane, 2014.

Kreutzer David, Nicolas D. Loris, Katie Tubb, Kevin Dayaratna, « The State of Climate Science : No Justification for Extreme Policies », Washington DC, The Heritage Foundation, Backgrounder n°3119, 26 avril 2016. Disponible en ligne :<http://www.heritage.org/environment/report/the-state-climate-science-no-justification-extreme-policies>. Page consultée le 7 juillet 2017.

Layzer, Judith A., *Open for Business: Conservatives' Opposition to Environmental Regulation*, Cambridge, MIT, [2012], 2014.

Leiserowitz, Anthony, Edward Maibach, Connie Roser-Renouf, Mathew Cutler, Seth Rosenthal, *Trump Voters and Global Warming*, New Haven, Yale Program on Climate Change Communication, 2017. Disponible en ligne :<http://climatecommunication.yale.edu/publications/trump-voters-global-warming/>. Page consultée le 7 juillet 2017.

Loris, Nicolas D., « Four Big Problems with the Obama Administration's Climate Change Regulations », Washington DC, Heritage Foundation, Issue Brief n° 4454, 14 août 2015. Disponible en ligne :<http://www.heritage.org/environment/report/four-big-problems-the-obama-administrations-climate-change-regulations>. Page consultée le 7 juillet 2017.

Loris, Nicolas D., « Energy Policy Agenda for the Next Administration and Congress », Washington DC, Heritage Foundation, Backgrounder n° 3048, 10 septembre 2015. Disponible en ligne :<http://www.heritage.org/environment/report/energy-policy-agenda-the-next-administration-and-congress>. Page consultée le 7 juillet 2017.

Marquart-Pyatt, Sandra T., Rachael L. Schwom, Thomas Dietz, Riley E. Dunlap, Stan E. Kaplowitz, Aaron M. McCright, Sammy Zahran, « Understanding Public Opinion on Climate Change : A Call for Research », *Environment*, vol. 53, n°4, 2011, p. 38-42.

Mayer, Jane, *Dark Money: The Hidden History of the Billionaires Behind the Rise of the Radical Right*, édition Kindle, New York, Doubleday, 2016.

McCright, Aaron, Riley E. Dunlap, « The Politicization of Climate Change and Polarization in the American Public's View of Global Warming, 2001-2010 », *The Sociological Quarterly*, vol. 52, n°2, printemps 2011, p. 155-194.

McGann, James G., *Global Go To Think Tank Index Report*, n°12, 2017.

McGregor, Jena, « 'Climate change is real' : CEOs share their disappointment over Trump's Paris Accord exit », *The Washington Post*, 1 juin 2017. Disponible en ligne : https://www.washingtonpost.com/news/on-leadership/wp/2017/06/01/ceos-make-final-pleas-to-trump-to-stay-in-paris-climate-agreement/?utm_term=.777894a7e825. Page consultée le 7 juillet 2017.

Michaels, Patrick J., Paul C. Knappenberger, *Lukewarming: The New Climate Science That Changes Everything*, Washington DC, Cato Institute, 2016.

Mooney, Chris, *The Republican War on Science*, New York, Basic Books, [2005], 2006.

Oreskes, Naomi, Erick M. Conway, *Merchants of Doubt: How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*, Londres, Bloomsbury, [2010], 2012.

Pew Research Center, « Public's policy priorities for 2017 », 24 janvier 2017. Disponible en ligne : <http://www.people-press.org/2017/01/24/after-seismic-political-shift-modest-changes-in-publics-policy-agenda/1-17/>. Page consultée le 7 juillet 2017.

Pilon, Roger, Evan Turgeon, « The Executive State Tackles Global Warming », p. 15-42, in Patrick J. Michaels (dir.), *Climate Coup: Global Warming's Invasion of our Government and our Lives*, Washington DC, Cato Institute, 2011.

Pooley, Eric, *The Climate War: True Believers, Power Brokers, and the Fight to Save the Earth*, New York, Hyperion, 2010.

Rich, Andrew, *Think Tanks and Public Policy Advice in the United States: Academics, Advisers and Advocates*, New York, Routledge, 2007.

Ridley, Matt, *The Rational Optimist*, Londres, Fourth Estate, [2010], 2011.

Romney, Mitt, *No Apology : Believe in America*, New York, Saint Martin's Griffin, 2010.

Rosenbaum, Walter A., *Environmental Politics and Policy*, 9^e édition, Los Angeles, Sage/CQ Press, 2014.

Rachael L. Scwhom, Rachael L., Aaron M. McCright, Steven R. Brechin, Riley E. Dunlap, Sandra T. Marquart-Pyatt, Lawrence C. Hamilton, « Public Opinion on Climate Change », p. 269-299, in Riley E. Dunlap et Robert J. Brulle (dir.), *Climate Change and Society: Sociological Perspectives*, New York, Oxford University Press, 2015.

Sheppard, Kate, « Newt Dumps Christian Climate Scientist », *Mother Jones*, 6 janvier 2012. Disponible en ligne : <http://www.motherjones.com/environment/2012/01/newt-dumps-leading-climate-scientist/>. Page consultée le 7 juillet 2017.

Skjaereth, Jon Birger, Guri Bang, Miranda A. Schreurs, « Explaining Growing Climate Policy Differences Between the European Union and the United States », *Global Environmental Politics*, vol. 13, n°4, novembre 2013, p. 61-80.

Stahl, Jason, *Right Moves: The Conservative Think Tank in American Political Culture since 1945*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2016.

Stimson, James A., *Tides of Consent : How Public Opinion Shapes American Politics*, New York, Cambridge University Press, [2004], 2009.

Theurialt, Sean M., *Party Polarization in Congress*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

Weber, Max, *Économie et société : les catégories de la sociologie*, Julien Freund, trad., Paris, Plon, [1922], 1995.

Wojick, David E., Patrick J. Michaels, « Is the Government Buying Science or Support ? A Framework Analysis of Federal Funding-Induced Biases », Washington DC, Cato Institute, Cato Working Paper n°29. Disponible en ligne : <https://www.cato.org/publications/working-paper/government-buying-science-or-support-framework-analysis-federal-funding>. Page consultée le 7 juillet 2017.